

# 3 Affaires sociales

---

La pandémie de COVID-19 a illustré les conséquences dramatiques de la faiblesse des systèmes de santé et de protection sociale, ainsi que de la fragilité des chaînes d'approvisionnement en biens essentiels, notamment les denrées alimentaires, en cas de crise grave. Ce chapitre montre comment, en temps de crise, les faiblesses existantes dans les pays de la région MENA peuvent accroître le risque de pauvreté pour de nombreux groupes vulnérables, en particulier les travailleurs informels, les femmes et les jeunes. Il examine les solutions politiques – y compris la promotion d'un écosystème numérique – pour mettre en œuvre un modèle de croissance où des emplois décents et des possibilités de carrière pour tous deviennent la norme sur les marchés du travail des pays de la région MENA.

---

## Points clés à retenir

- Dans la région MENA, l'épidémie de COVID-19 s'est produite dans un contexte de faiblesse des systèmes de santé et de protection sociale ainsi que des chaînes d'approvisionnement de biens fondamentaux, notamment alimentaires. Compte tenu de la part importante de la population que représentent les groupes vulnérables, notamment les travailleurs informels, les femmes et les jeunes, ces faiblesses existantes augmentent la probabilité que la pandémie engendre de la pauvreté.
- Historiquement, les pays de la région MENA se caractérisent par de faibles niveaux de dépenses de protection sociale, variant en moyenne entre 2,5 % et 7,6 % du PIB ; en comparaison, les pays de l'OCDE dépensent en moyenne 20 % de leur PIB. À la suite de l'épidémie de coronavirus, les gouvernements de la région ont mis en œuvre des séries de mesures de secours et d'assistance sociale. En dépit de cela, les communautés vulnérables ont été beaucoup plus durement touchées que le reste de la population.
- **La pandémie a exacerbé les inégalités, aggravant les vulnérabilités préexistantes.** Les prévisions de croissance de référence pour la région MENA indiquent que la part de la population gagnant moins de 5,5 USD par jour pourrait passer d'environ 174 millions à 192 millions d'ici fin 2021, faisant potentiellement passer 18 millions de personnes sous le seuil de pauvreté.
- **La pandémie a mis à rude épreuve les chaînes d'approvisionnement alimentaire, aggravant la vulnérabilité alimentaire et la malnutrition dans la région MENA.** En 2020, environ 12 % de la population totale de la région MENA souffraient de vulnérabilité alimentaire, ce qui est particulièrement élevé comparé à 6% pour la population mondiale.
- Au cours des décennies qui ont précédé la crise, les pays de la région MENA ont fait des progrès significatifs dans le développement de leurs infrastructures de santé, de leur technologie et de leurs ressources humaines dans les secteurs public et privé de la santé. Néanmoins, **les systèmes de santé de la région n'étaient pas préparés à une pandémie mondiale.**
- **La pandémie a révélé l'importance de systèmes complets de données et d'informations concernant l'assistance sociale.** Les pays qui avaient investi dans leurs systèmes d'information ont pu les exploiter pour une mise à l'échelle rapide et à couverture élevée des réponses de protection sociale, tandis que le manque d'informations limitait la capacité d'atteindre les groupes marginalisés. Dans ce contexte, les réponses d'assistance générales, bien que rapidement mises en œuvre, ont montré leurs limites, par exemple en n'étant pas suffisamment sexospécifiques. Alors que le COVID-19 a accéléré le passage à la transformation numérique, la technologie a un rôle important à jouer pour améliorer l'accès des groupes vulnérables aux services sociaux.
- **Le chômage des jeunes et des femmes dans la grande région MENA est parmi les plus élevés au monde.** Dans le sud de la Méditerranée, 70 % de la population en âge de travailler a moins de 30 ans – une part qui devrait augmenter considérablement. En raison de la crise du COVID-19, on estime que plus de la moitié des jeunes de la région sont passés au secteur informel. De plus, l'emploi des jeunes femmes est beaucoup plus impacté que celui des jeunes hommes. Cette crise s'est produite dans un contexte où le taux de chômage des jeunes femmes est presque le double de celui des jeunes hommes, en raison d'obstacles juridiques et sociaux, ainsi que d'un manque de compétences, par exemple numériques, qui limitent l'employabilité des femmes.
- Les gouvernements de la région MENA devraient promouvoir un écosystème numérique pour ouvrir de nouvelles opportunités d'éducation et d'emploi pour les jeunes et les femmes, et

favoriser la culture de l'entrepreneuriat et le développement du secteur privé. L'autonomisation des jeunes et des femmes devrait être la pierre angulaire des efforts de relance visant à exploiter pleinement la contribution des jeunes et des générations futures à la construction d'une croissance durable – un modèle de croissance économique où des emplois décents et des opportunités de carrière pour tous seront la norme sur le marché du travail.

Avant la crise du COVID-19, les pays de la région MENA<sup>1</sup> se caractérisaient par des niveaux relativement faibles de dépenses de protection sociale, variant en moyenne entre 2,5 % et 7,6 % du PIB, contre une moyenne de 20 % pour l'OCDE (ONU, 2020<sup>[1]</sup>). La pandémie a exacerbé le risque de pauvreté et d'inégalités. Les prévisions de croissance de référence pour la région indiquent que la part de la population gagnant moins de 5,5 USD par jour pourrait passer d'environ 174 millions à 192 millions d'ici fin 2021. Ainsi, 18 millions de personnes pourraient être poussées en dessous du seuil de pauvreté à cause du COVID-19 (Banque mondiale, 2021<sup>[2]</sup>).

Pour faire face à cette augmentation de la pauvreté, les gouvernements ont rapidement pris des mesures pour maintenir les économies et fournir une protection sociale en réponse à la hausse du chômage induite par les restrictions à la mobilité et à l'activité économique. Les pays de la région MENA ont mis en œuvre des séries successives de mesures d'aide et de protection sociale, notamment des mesures d'assistance sociale, d'assurance et des mesures concernant le marché du travail (OCDE, 2020<sup>[3]</sup>). Néanmoins, de nombreux groupes vulnérables ayant peu de visibilité officielle n'ont pas pu être atteints.

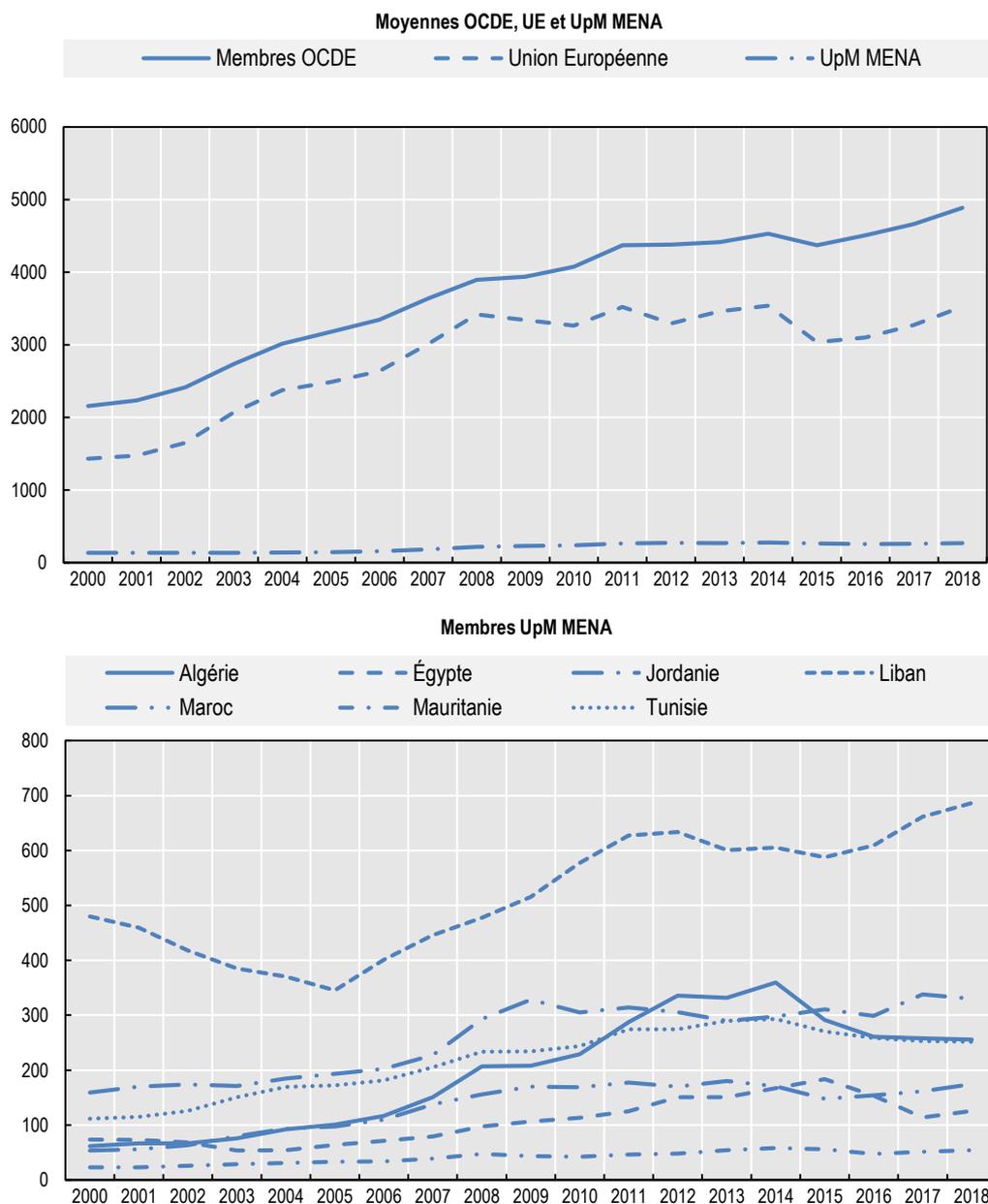
## Vulnérabilités : systèmes de santé et de protection sociale, chaînes d'approvisionnement alimentaire

### ***Les systèmes de santé ne sont pas préparés***

Au cours des décennies qui ont précédé la pandémie, les pays de la région MENA ont considérablement amélioré leurs systèmes de santé. Les infrastructures de santé, la technologie et les ressources humaines se sont améliorées dans les secteurs de la santé public et privé, et des pays comme l'Égypte, la Jordanie, le Liban et la Tunisie sont devenus des centres médicaux régionaux. Ces mêmes pays ont développé une couverture maladie gratuite ou à faible coût. Cependant, la crise du COVID-19 a mis en lumière les limites des systèmes de santé de la région, révélant leur fragilité et remettant en question leur efficacité. En effet, malgré les progrès récents, le niveau de préparation de la région pour faire face à la pandémie était insuffisant. Avant la pandémie, les dépenses de santé par habitant atteignaient 520 USD actuels en moyenne dans les pays MENA, contre une moyenne de 4 885 USD actuels pour les membres de l'OCDE. De plus, dans la région, les soins de santé restent largement dispensés par des structures privées payantes. Les faibles dépenses de santé publique par rapport à la masse salariale du secteur public semblent avoir déplacé une plus grande partie du fardeau financier des soins de santé vers les particuliers (Banque mondiale, 2021<sup>[4]</sup>). En général, dans tous les pays du monde, on observe une pénurie persistante de personnel de santé et un écart important entre l'investissement dans les soins curatifs au détriment de l'investissement dans les soins préventifs (OCDE, 2021<sup>[5]</sup>).

### Graphique 3.1. Dépenses de santé par habitant, sélection de pays et régions, 2000-18

Dollars américains actuels



Note : Les données pour l'Autorité palestinienne ne sont pas disponibles.

Source : Indicateurs du développement mondial, <https://data.worldbank.org/indicator/SH.XPD.CHEX.PC.CD?end=2018&locations=OE-DZ-EG-JO-LB-MR-MA-TN-PS-EU&start=2000>, Base de données sur les dépenses de santé mondiales de l'Organisation mondiale de la Santé 2021, <https://apps.who.int/nha/database>

L'état de préparation pour faire face à une pandémie était hétérogène parmi les pays de la région MENA, (OCDE, 2020<sup>[6]</sup>), comme l'indique également l'Indice de sécurité sanitaire mondiale (Tableau 3.1). En 2019, alors que les pays à revenu élevé affichaient un score moyen de 51,9, le score moyen des pays MENA était de 36,2, légèrement inférieur à la moyenne mondiale (40,2).

**Tableau 3.1. Indice de sécurité sanitaire mondiale, pays MENA, 2019**

Score de 0 à 100

	Points de l'Indice	Classement des pays /195	Catégorie
Algérie	23,4	173	Moins préparé
Égypte	39,9	87	Plus préparé
Jordanie	42,1	80	Plus préparé
Liban	43,1	73	Plus préparé
Mauritanie	27,5	157	Moins préparé
Maroc	43,7	68	Plus préparé
Tunisie	33,7	122	Plus préparé

Note : L'indice SSG est une évaluation complète des capacités de sécurité sanitaire mondiale dans 195 pays ; les données pour l'Autorité palestinienne ne sont pas disponibles. Les catégories de pays sont : les moins préparés, les plus préparés, les mieux préparés.

Source : Indice SSG 2019, <https://www.ghsindex.org/about/>

- Contrairement à de nombreux autres pays de la grande région MENA, la Jordanie a adopté une approche préventive pour lutter contre la pandémie. Le pays n'a pas tardé à introduire des mesures strictes d'endiguement avant qu'un certain nombre de cas confirmés de COVID-19 et de décès ne soient atteints. Simultanément, la Jordanie a également entrepris d'importants investissements dans les infrastructures de santé et augmenté son personnel médical (Jensehaugen, 2020<sup>[15]</sup>).
- Cependant, les systèmes de santé des économies en développement de la région MENA, comme l'Égypte et les pays du Maghreb, ont été particulièrement mis à l'épreuve et rencontrent des difficultés pour prévenir le virus, le détecter et prendre les décisions adéquates. Les systèmes ont été rapidement saturés et ont souffert d'une pénurie de structures et d'équipements médicaux, ainsi que d'un manque de ressources humaines pour faire face à la pandémie. Le nombre de personnel médical, d'infirmiers et de sages-femmes pour 1 000 personnes atteint tout juste 0,72 au Maroc et 0,79 en Égypte contre les 4,5 pour 1 000 personnes recommandés par l'OMS (Banque mondiale, 2020<sup>[7]</sup>). De plus, la concentration territoriale des hôpitaux et des établissements de santé dans les zones urbaines empêche la population vivant dans les zones rurales et périurbaines d'accéder aux soins de santé.
- Dans les zones fragiles telles que l'Autorité palestinienne et, dans une certaine mesure, le Liban, les systèmes de santé n'ont pas été en mesure de faire face de manière adéquate à l'épidémie de COVID-19. D'une part, les mesures préventives sont inefficaces en raison de l'insuffisance des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène ; d'autre part, la situation économique fragile de la population doit trouver un équilibre entre les risques d'infection et l'impossibilité de gagner sa vie (OCDE, 2020<sup>[6]</sup>).

La pandémie a également touché de plein fouet les services de santé maternelle, c'est-à-dire les soins prénataux, les soins à l'accouchement et les services de soins postnatals, de nombreux pays de la région MENA signalant une réduction de ces services (UNICEF, 2021<sup>[8]</sup>).

Enfin, pendant la pandémie, les facteurs de risque de crise économique généralement associés à un niveau de stress élevé – comme l'insécurité financière – ont été exacerbés, tandis que des éléments stabilisateurs comme la sécurité de l'emploi ou l'accès aux services de santé ont été limités par les mesures de confinement successives (OCDE, 2021<sup>[9]</sup>). Des études de l'OCDE montrent que dans les pays membres pour lesquels des données existent, l'état mental des chômeurs et des personnes en situation d'insécurité financière était moins bon que celui de la population générale – une tendance antérieure à la pandémie, mais qui semble s'être accélérée avec l'épidémie de COVID-19 (OCDE, 2021<sup>[10]</sup>). Dans la région MENA, les données sont rares, mais une étude portant sur un panel de plus de 6 000 citoyens dans 18 pays de la région a révélé une tendance similaire, c'est-à-dire que la pandémie a entraîné une

détérioration du bien-être d'une partie des adultes de la région (Al Dhaheri et al., 2021<sup>[11]</sup>). L'étude suggère que la pandémie a finalement attiré l'attention sur la sensibilisation à la santé mentale, qui à son tour s'est traduite par une augmentation de la vigilance des professionnels de la santé afin d'identifier et cibler les groupes de la population à haut risque, qui sont plus susceptibles de développer des pathologies mentales. La compréhension des liens forts de causalité entre le bien-être psychologique des personnes, le niveau de vie et les services de santé résilients s'est énormément améliorée (OCDE, 2021<sup>[10]</sup>).

### **Le COVID-19 a exacerbé les inégalités malgré les mesures de protection sociale**

Les mesures de protection sociale mises en œuvre pour faire face aux impacts du COVID-19 couvraient les programmes d'aide sociale, d'assurance sociale et du marché du travail. Bon nombre de ces mesures se sont appuyées sur les politiques, les stratégies et les programmes de protection sociale existants et les ont élargis (OCDE, 2020<sup>[6]</sup>) (FMI, 2021<sup>[12]</sup>). Cet élargissement de la couverture a été mis en œuvre soit par une expansion verticale, où les bénéficiaires existants ont obtenu des prestations supplémentaires, soit par une expansion horizontale, qui consiste à cibler des bénéficiaires supplémentaires, en particulier parmi les populations les plus fragiles souvent exclues de la couverture sociale.

En raison de la nécessité d'agir rapidement, de nombreuses mesures n'étaient pas adaptées, mais avaient l'avantage d'être rapides à mettre en œuvre et fonctionnaient relativement bien à court terme. Malgré les preuves de l'impact socio-économique et du fardeau de la pandémie sur les femmes, seulement 18 % des réponses de protection sociale dans le monde étaient sensibles aux questions de genre, c'est-à-dire qu'elles abordaient le sujet de la sécurité économique des femmes et/ou l'augmentation des charges ménagères (UN Women and UNDP, 2021<sup>[13]</sup>). Il s'agit d'une tendance mondiale, des données récentes montrent que les femmes et les filles sont beaucoup moins susceptibles que les hommes de recevoir une aide relative au COVID-19 (UN Women, 2022<sup>[14]</sup>). Malgré cette tendance, on comprend clairement la nécessité de mise en œuvre de mesures ciblées. À cet égard, les pays de la région MENA ont été très actifs en prenant en compte la parité des sexes dans une grande partie des mesures adoptées (Tableau 3.2.).

- Un exemple d'initiatives sensibles au genre concerne l'Égypte, où le Conseil national des femmes (NCW) a examiné toutes les mesures gouvernementales favorables à l'égalité des sexes. Il a récemment lancé la troisième version d'un indicateur de politique pour suivre les mesures et les programmes entrepris dans le contexte de la pandémie (OCDE, 2020<sup>[3]</sup>).

**Tableau 3.2. Réponses politiques face au COVID-19 dans la région MENA**

Pays	Toutes les mesures	Mesures sensibles au genre	Tâches domestiques non rémunérées	Violence contre les femmes	Sécurité économique des femmes
Algérie	9	2	1		1
Égypte	48	25	4	12	9
Jordanie	25	7	1	5	1
Liban	16	7		5	2
Mauritanie	10	1			1
Maroc	22	9		5	4
Autorité palestinienne	34	19	1	12	6
Tunisie	31	10		7	3

Source : (UN Women and UNDP, 2021<sup>[13]</sup>), <https://data.undp.org/gendertracker/>

Les réponses ciblées se sont principalement concentrées sur la lutte contre l'augmentation des violences à l'égard des femmes. Bien qu'il s'agisse d'une action nécessaire à court terme, il est important que les considérations de genre restent également centrales pour la reconstruction économique à moyen et long

terme. À ce jour, peu de mesures ont spécifiquement ciblé les femmes confrontées aux répercussions économiques de la crise (UN Women, 2022<sup>[14]</sup>). Dans la région MENA, la majorité des politiques d'aide d'urgence aux petites entreprises ne reflètent pas pleinement les aspects sexospécifiques de l'entrepreneuriat. Cependant, des exemples de bonnes pratiques de mesures ciblées sur l'entrepreneuriat féminin existent et comprennent des transferts monétaires pour les femmes en Égypte et des congés payés spéciaux dans l'Autorité palestinienne. Les gouvernements ont également offert un soutien aux femmes entrepreneurs, avec la participation d'organisations internationales, souvent sous la forme de programmes de formation en ligne (Égypte, Jordanie) (FMI, 2021<sup>[12]</sup>).

La pandémie a également eu de graves conséquences pour les **réfugiés et les populations déplacées à l'intérieur de leur propre pays**, dont une majorité de femmes (OCDE, 2020<sup>[6]</sup>). La région MENA accueille actuellement la plus grande communauté de populations déplacées au monde, notamment en Égypte, au Liban et en Jordanie. La plupart des femmes réfugiées ont rencontré des difficultés spécifiques pour accéder aux services de base et ont subi des violences et des privations économiques. Outre les considérations purement humanitaires, les filles réfugiées ont également été plus exposées au risque d'abandonner l'école.

Les réponses à la crise n'ont pas entièrement répondu aux difficultés sociales vécues par **le nombre élevé de travailleurs informels**. Certains pays ont cependant introduit des mesures spécifiques ciblant les travailleurs informels ; par exemple :

- L'Égypte a fourni des compensations monétaires ponctuelles (31,85 USD) aux travailleurs informels enregistrés dans la base de données du ministère de la Main-d'œuvre par l'intermédiaire des bureaux de poste (Ministry of International Cooperation, 2020<sup>[15]</sup>).
- Le gouvernement marocain s'est occupé du secteur informel en émettant à partir d'avril 2020 un paiement mobile mensuel de 80 à 120 USD pour les ménages bénéficiaires du régime d'assistance médicale RAMED, une assurance maladie subventionnée, et dont les revenus avaient été affectés par les règles d'urgence sanitaire. Les ménages sans RAMED opérant dans le secteur informel et qui avaient perdu leurs revenus en raison des confinements obligatoires pouvaient également s'inscrire en ligne pour recevoir une aide financière en espèces (OCDE, 2020<sup>[16]</sup>).

Le manque de données complètes sur les travailleurs informels complique toutefois l'élaboration de mesures adéquates. Il est possible qu'un grand nombre de personnes gravement impactées par le COVID-19 ne puissent pas bénéficier des garanties mises en place, du fait de leur inexistence dans les dossiers administratifs des autorités compétentes de protection sociale.

**La pandémie de COVID-19 a exercé une pression sans précédent sur les chaînes d'approvisionnement alimentaire, aggravant la vulnérabilité alimentaire et la malnutrition** dans la région MENA (OCDE, 2020<sup>[16]</sup>). La vulnérabilité alimentaire dans la grande région MENA est un défi croissant. Même avant le COVID-19, les agences des Nations Unies estimaient que plus de 51 millions de personnes sur 465 millions dans la grande région MENA étaient sous-alimentées (UNICEF, WFP, 2021<sup>[17]</sup>). Cette situation est aggravée par le fait que les pays de la région comptent parmi les plus grands importateurs alimentaires du monde.

Globalement, entre octobre 2020 et janvier 2021, le nombre de personnes ayant une consommation alimentaire insuffisante a augmenté en Algérie, en Égypte, au Liban, au Maroc, en Mauritanie, dans l'Autorité palestinienne et en Tunisie. Certains pays ont arrêté les exportations de certains produits alimentaires en 2020 ; par exemple, l'Égypte a suspendu ses exportations de légumes pendant six mois afin d'augmenter ses réserves alimentaires stratégiques, et l'Algérie a également interdit plusieurs produits alimentaires (FMI, 2021<sup>[12]</sup>). Les tendances du début de 2022 semblent se détériorer car la proportion de personnes ayant une consommation alimentaire insuffisante a augmenté depuis le début de l'année (Tableau 3.3.). Les niveaux restent cependant plus élevés qu'avant la pandémie.

**Tableau 3.3. Vulnérabilité alimentaire dans la région MENA au milieu de la crise du COVID-19**

	Population (millions)	Personnes ayant une consommation alimentaire insuffisante (millions) (mai 2022)	Personnes ayant une consommation alimentaire insuffisante (millions) (février 2022)	Tendances de la sécurité alimentaire (3 derniers mois : février-mai 2022)	% de dépendance aux importations de céréales (2021)
Algérie	42,2	4,1	4,7	En baisse	69
Égypte	98,4	10,9	11,7	En baisse	55
Jordanie	10	1,46	1,5	En baisse	100
Liban	6,8	1,27	1,3	En baisse	93
Mauritanie	4,4	1,5	2,3	En baisse	71
Maroc	36	4,1	4,5	En baisse	50
Autorité palestinienne	4,6	0,93	1	En baisse	100
Tunisie	11,6	1,32	1,3	En hausse	66

Note : Les tendances de la sécurité alimentaire représentent la tendance observée au cours des trois derniers mois du nombre de personnes ayant une consommation alimentaire insuffisante.

Source : Programme alimentaire mondial 2022, <https://hungemap.wfp.org/>

Les données montrent que la pandémie de COVID-19 a davantage affecté la sécurité alimentaire dans la région MENA que dans le reste du monde. Les inégalités entre les sexes et la discrimination à l'égard des femmes et des filles peuvent potentiellement y avoir contribué. La disparité entre les sexes dans l'accès à la nourriture dans le monde a augmenté entre 2018 et 2019 (FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO, 2021<sup>[18]</sup>) et devrait encore augmenter : en effet, la pandémie de covid-19 et les mesures prises pour la contenir ont un impact négatif différent selon le sexe sur la sécurité alimentaire et la nutrition (FAO, 2020<sup>[19]</sup>). Bien que ce phénomène soit mondial, la région MENA est particulièrement touchée (FAO, 2021<sup>[20]</sup>) en raison des limitations systémiques des chaînes d'approvisionnement alimentaire de la région.

### **Considérations politiques**

Les chaînes d'approvisionnement doivent être renforcées afin d'accroître la résilience et lutter contre la vulnérabilité alimentaire dans la région.

- *Atténuer le risque de forte dépendance de la région vis-à-vis des importations alimentaires*, y compris les risques liés à la fluctuation des prix des biens alimentaires. En outre, la région doit faire face aux pertes alimentaires au sommet de la chaîne d'approvisionnement en améliorant l'efficacité de l'importation et du stockage des aliments (Banque mondiale, 2021<sup>[21]</sup>). Les pays de la région MENA peuvent capitaliser sur l'exemple de l'Égypte, qui met en œuvre une modernisation de son cadre de contrôle des importations alimentaires. L'Egyptian National Food Safety Authority (Autorité nationale égyptienne de sécurité des aliments) a mis en œuvre une politique de réglementation fondée sur les risques. Les catégories d'aliments ayant un historique documenté de conformité en matière de sécurité sanitaire sont moins susceptibles d'être arrêtées pour vérification et échantillonnage à leur arrivée en Égypte. Le risque de retard est donc atténué et, dans l'ensemble, le système facilite la circulation des produits alimentaires.
- *Accroître la capacité des productions agricoles locales comme moteur de croissance*, y compris pour les populations vulnérables (femmes et migrants), qui sont fortement représentées dans ce secteur d'activité. La région devrait investir dans des pratiques et des technologies de pointe adaptées au changement climatique, comme la culture hydroponique, l'agriculture de conservation et l'utilisation sécuritaire de l'eau traitée. Le numérique dans le secteur agroalimentaire doit être au cœur de toutes les stratégies de reconstruction post-COVID-19. Ceci est particulièrement important pour développer de nouveaux modèles financiers afin de tirer parti des investissements privés dans l'agriculture si les dépenses publiques et d'autres politiques sont revues par les

gouvernements. Des interventions de développement sont nécessaires pour aider les agriculteurs à adopter des systèmes plus productifs et durables qui résistent à la sécheresse, aux inondations et à d'autres risques.

- *Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles pour améliorer la sécurité alimentaire* est essentiel pour atteindre les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030, notamment ceux liés à la sécurité alimentaire. Pour guider les progrès dans ce domaine, le CSA a décidé d'élaborer des Directives volontaires sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition (FAO, 2021<sup>[22]</sup>). Les directives du CSA visent à aider les gouvernements, les partenaires de développement et les autres parties prenantes à faire progresser l'égalité des sexes dans leurs efforts pour éradiquer la faim et la malnutrition. Les gouvernements de l'UpM devraient envisager de suivre ces recommandations pour améliorer structurellement leur résilience alimentaire via un cadre politique solide.

**Les données sont essentielles.** La pandémie a démontré le besoin de systèmes de données fiables pour soutenir une prise de décision transparente et efficace.

- *Améliorer les données sur les systèmes de santé.* Dans les pays de la région MENA, il est urgent de réviser les systèmes de données dans le cadre de la réforme des systèmes de santé et de favoriser une culture de disponibilité et d'utilisation des données. Un exemple d'utilisation pertinente des données est le cas de la capacité de dépistage, un élément crucial de la surveillance de la santé qui est essentiel pour la prévention des maladies et les interventions à l'égard de celles-ci (de Walque, 2020<sup>[23]</sup>). La crise du COVID-19 a mis en évidence l'importance du bien-être mental comme moteur de la reprise, mais aussi des lacunes dans le ciblage de l'aide offerte (OCDE, 2021<sup>[10]</sup>). Dans les pays de la région MENA, il est difficile d'identifier l'étendue des actions requises car il existe peu de données à grande échelle. Ainsi, alors qu'une action décisive pour réduire l'impact du COVID sur les troubles mentaux est bien envisagée comme essentielle pour une reprise économique durable, elle est rarement mesurée. Il faut donc s'efforcer de développer des indicateurs.
- *Améliorer les données sur la protection sociale.* Les pays qui avaient investi dans leurs systèmes d'information ont pu les exploiter pour une mise à l'échelle rapide et à couverture élevée des réponses de protection sociale (SPACE, 2021<sup>[24]</sup>). La couverture incomplète des systèmes d'information existants a limité la capacité d'atteindre certains groupes marginalisés. Le renforcement des systèmes d'information est donc essentiel pour mettre au point de meilleurs systèmes pour l'avenir et nécessitera des investissements au cours des prochaines années. La fenêtre d'opportunité afin d'assurer le développement de systèmes d'information inclusifs s'ouvre maintenant (GIZ, 2019<sup>[25]</sup>)
  - Les pays membres de l'UpM qui ont déjà lancé des programmes pour mettre en œuvre ce type d'outils, tels que l'Égypte, la Jordanie, la Mauritanie, la Tunisie et l'Autorité palestinienne (ESCWA, 2019<sup>[26]</sup>), devraient capitaliser sur les acquis et les développer dans des systèmes plus intégrés.
  - Le Registre social unifié marocain (RSU) doit être lancé en 2022 et fonctionnera comme un portail d'application unique pour toutes les administrations du pays. Les ménages s'inscriront au RSU et mettront à jour leurs informations. L'agence qui gère le RSU fournira les données sur les bénéficiaires éligibles aux exécutants des programmes sociaux. Il est prévu que le programme fonctionne conjointement avec le Registre national de la population (RNP). Les numéros d'identification simples fournis par le RNP serviront de base à l'enregistrement au RSU des bénéficiaires potentiels (Ministry of Culture, 2021<sup>[27]</sup>).

- Étant donné que le COVID-19 a accéléré le passage à la transformation numérique, il est possible qu'à long terme l'accès aux services sociaux et à l'assistance se déplace vers la documentation et l'enregistrement à distance.
- *Améliorer la connaissance de l'impact des mesures de secours.* Les lacunes des systèmes de données dans la région MENA sont aggravées par une connaissance insuffisante de l'efficacité des mesures d'aide sociale sur les économies et les populations cibles. Dans de nombreux pays développés ou en développement, cela a conduit les gouvernements à prendre de nombreuses mesures réglementaires pour protéger la population de la pandémie sur la base « d'essais et erreurs ». Par exemple, malgré les fortes preuves démontrant que la protection sociale est un instrument efficace de réduction de la pauvreté, il existe encore peu d'indications montrant quels types d'instruments produisent quels types de résultats pour des groupes différents (ODI, 2020<sup>[28]</sup>). Les preuves sont encore plus rares sur la manière dont les femmes et les hommes réagissent aux chocs, sur les informations sexospécifiques à collecter à des fins d'alerte rapide ou sur la manière dont les systèmes d'information sur la protection sociale peuvent générer des informations pour une prise de décision inclusive (SPACE, 2021<sup>[24]</sup>). Ce n'est que maintenant, compte tenu du nombre de mesures introduites dans le monde, qu'une analyse complète a posteriori est possible.
- *Produire des données de crise ventilées par sexe et par âge* qui répondent à la fois au besoin de soutien social, de reprise économique ciblée et de santé (Gatti et al., 2021<sup>[29]</sup>) pour s'écarter des politiques sociales uniformes qui ne seront pas viables à long terme. Par conséquent, toutes les institutions qui collectent des données sur la crise doivent non seulement élargir leur travail, mais également intégrer une perspective de genre, ainsi que d'autres éléments transversaux de vulnérabilité, par exemple les disparités rurales-urbaines. L'OCDE a identifié deux niveaux d'action différents comme des priorités, à savoir élargir le spectre de la collecte de données sur le sujet et intégrer des données sensibles à la parité femmes-hommes.
- *Promouvoir la mise en œuvre des technologies numériques.* Une meilleure compréhension des besoins et une aide rationalisée peuvent être atteints grâce aux nouvelles technologies numériques. Ces dernières jouent un rôle important dans les réponses aux crises. L'accès et l'utilisation de la technologie par les groupes vulnérables devraient revêtir une importance particulière. Les technologies numériques aident les autorités gouvernementales à atteindre les groupes éloignés traditionnellement exclus des régimes d'aide sociale, c'est-à-dire grâce à l'introduction de portefeuilles électroniques et d'applications mobiles pour le transfert d'argent.
- *Prendre en compte les effets à long terme de la pandémie sur les groupes vulnérables de la population de la région MENA.* Les économies de la région MENA devraient, en particulier, réfléchir à la manière de tirer parti de l'élan créé par la nécessité de survivre à la crise pour construire des perspectives à long terme sur la manière de progresser par rapport aux objectifs de développement durable de l'ONU (en particulier les objectifs 1-5 et 10). La crise du COVID-19 a amplifié la vulnérabilité de certains groupes, mais les initiatives prises pour la reprise pourraient ouvrir la voie à un avenir meilleur.
- *Poursuivre les efforts pour développer des systèmes de santé résilients, à l'échelle régionale et nationale,* en continuant les mesures pour l'investissement, en créant des opportunités d'innovation et en dynamisant le secteur de la recherche et du développement. Ainsi, le renforcement du rôle du secteur privé et l'amélioration des partenariats public-privé sont essentiels. Au Maroc par exemple, un partenariat public-privé entre le ministère de l'Industrie et diverses entreprises du secteur privé a permis le développement de lits de soins intensifs produits localement, plus faciles à acquérir que ceux importés depuis l'étranger (OCDE, 2020<sup>[6]</sup>). Le secteur privé est particulièrement important pour fournir des services dans les zones confrontées à des troubles politiques et civils, où les services gouvernementaux sont indisponibles ou saturés.

## Opportunités : économie numérique et autonomisation économique des femmes et des jeunes

Le ralentissement économique résultant de la crise sanitaire a exacerbé la vulnérabilité des femmes et des jeunes de la région MENA, pour qui le chômage était déjà particulièrement élevé avant la pandémie (Tableau 3.4).

**Tableau 3.4. Taux de chômage MENA, par âge et par sexe**

		Total	Hommes	Femmes	
Algérie	Taux de chômage (%)	13,6	10,8	26,2	2017
	Chez les jeunes (%)	39,3	33,1	82,0	2017
Égypte	Taux de chômage (%)	7,8	4,8	21,6	2019
	Chez les jeunes (%)	19,2	12,2	49,3	2019
Jordanie	Taux de chômage (%)	16,8	15,4	24,1	2019
	Chez les jeunes (%)	37,3	34,8	49,4	2019
Liban	Taux de chômage (%)	11,3	10	14,3	2019
	Chez les jeunes (%)	23,4	24,5	21,4	2019
Mauritanie	Taux de chômage (%)	10,3	9,7	11,4	2017
	Chez les jeunes (%)	21,1	18,8	24,9	2017
Maroc	Taux de chômage (%)	9,3	8,8	10,7	2016
	Chez les jeunes (%)	22,2	22	22,8	2016
Autorité palestinienne	Taux de chômage (%)	25,9	22,5	40,1	2020
	Chez les jeunes (%)	42,1	36,6	70,0	2020
Tunisie	Taux de chômage (%)	15,1	12,3	22,2	2019
	Chez les jeunes (%)	34,9	33,8	37,2	2017

Note : Dernières données disponibles, estimations de l'OIT

Source : ILOSTAT 2021, <https://ilostat.ilo.org/data/country-profiles/>

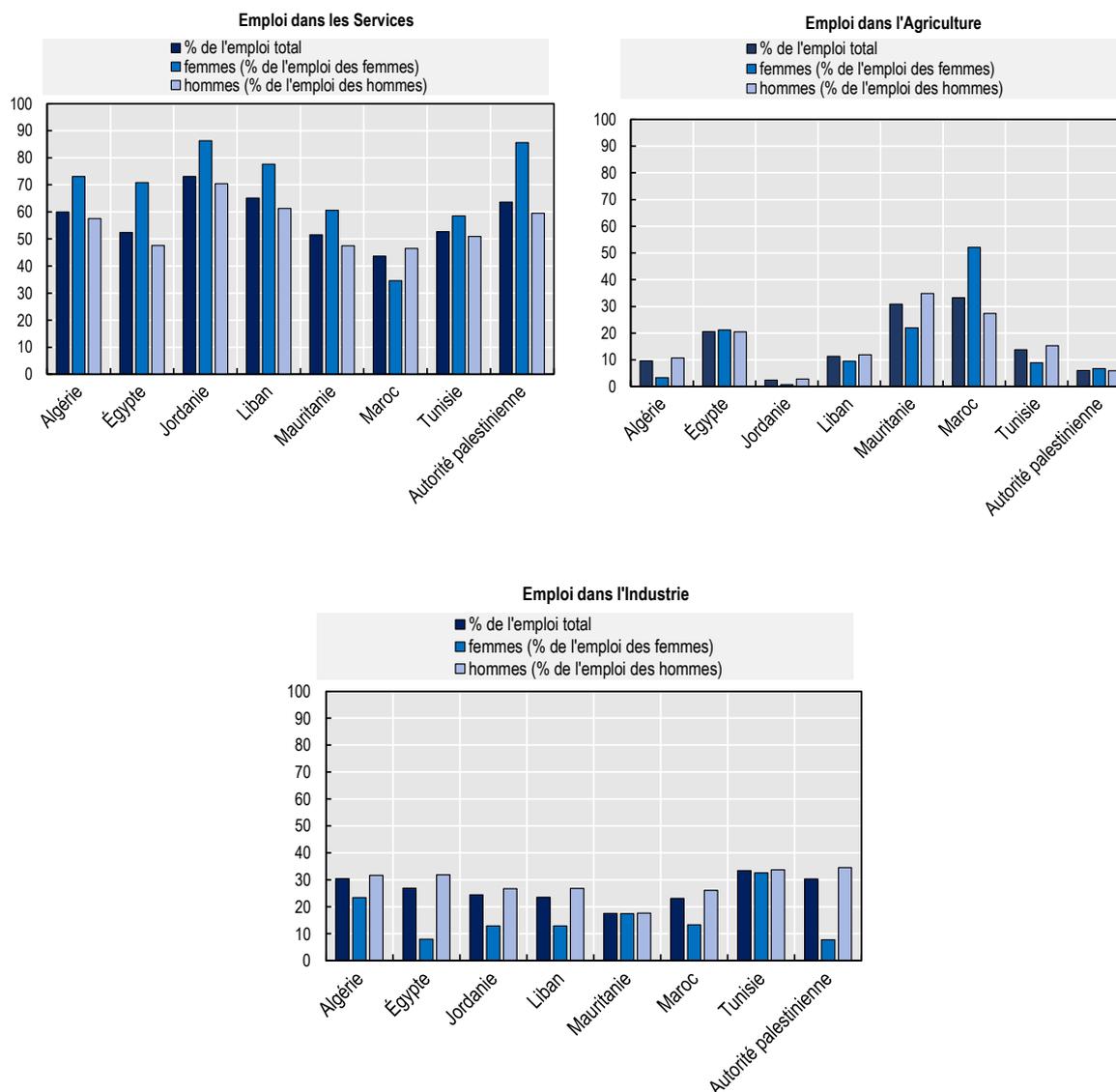
La population des jeunes devrait augmenter de 40 % pour atteindre près de 600 millions d'ici 2030 (Middle East Institute, 2019<sup>[30]</sup>). Jusqu'à 80 % des jeunes de la région travaillent dans le secteur informel et sont plus susceptibles d'être sous contrats temporaires, souvent dans des secteurs qui ont été durement touchés par la crise tels que les secteurs du tourisme et de la restauration (OCDE, 2021<sup>[31]</sup>).

On estime que les femmes du grand monde arabe perdront environ 700 000 emplois à cause de la pandémie (ESCWA, 2020<sup>[32]</sup>). Les effets de la crise sanitaire sur les travailleuses et les travailleurs dépendent également du secteur et des conditions de leur emploi, qui diffèrent généralement pour les hommes et les femmes (Graphique 3.2). Dans le secteur privé de la grande région MENA, les femmes représentent une part importante de la main-d'œuvre dans les segments inférieurs de l'industrie manufacturière, celle-ci ayant été gravement touchée par les perturbations dues aux chocs de l'offre et de la demande.

- En Tunisie, 26 % des femmes sont employées dans le secteur manufacturier, où elles sont surreprésentées dans les secteurs peu qualifiés et mal rémunérés comme le secteur textile (OCDE, 2020<sup>[3]</sup>) qui s'est complètement arrêté pendant de nombreux mois au cours de la pandémie.
- Les femmes sont très susceptibles d'occuper des emplois précaires à temps partiel : les données estiment que 47 % et 48 % des femmes occupent des emplois à temps partiel sur les marchés du travail du Maroc et de l'Autorité palestinienne, respectivement (OIT, 2020<sup>[33]</sup>).

- Près de 62 % des travailleuses sont employées de manière informelle dans la région MENA (données de l'OIT) (OCDE, 2020<sup>[3]</sup>).

Graphique 3.2. Emploi dans les pays MENA, 2018



Note : Il s'agit d'une estimation modélisée de l'OIT. La série fait partie des estimations de l'OIT et est harmonisée pour assurer la comparabilité entre les pays et dans le temps en tenant compte des différences dans la source des données, l'étendue de la couverture, la méthodologie et d'autres facteurs spécifiques aux pays. Les estimations sont basées principalement sur des enquêtes sur la population active représentatives au niveau national, les autres sources (recensements de la population et estimations communiquées au niveau national) n'étant utilisées que lorsqu'aucune donnée d'enquête n'est disponible. Les estimations pour les pays disposant d'informations très limitées sur le marché du travail présentent un degré élevé d'incertitude. Par conséquent, les estimations pour les pays dont les données nationales sont limitées ne doivent pas être considérées comme des données « observées », et une grande prudence doit être appliquée lors de l'utilisation de ces données à des fins d'analyse, en particulier au niveau des pays.

Source : Organisation Internationale du Travail, base de données ILOSTAT. <https://ilostat ilo org data/>

**La quatrième révolution industrielle ouvre de nouvelles possibilités d'emploi et d'apprentissage aux jeunes et aux femmes.** Le COVID-19 a accéléré la transformation numérique déjà entamée des processus de production et l'adoption de la technologie numérique dans toutes les entreprises, ainsi que l'intensité et la mesure dans laquelle les entreprises utilisent les technologies numériques pour maintenir leurs opérations. Le télétravail et l'apprentissage à distance sont devenus de bonnes pratiques standard, au lieu d'être des solutions épisodiques ou de pis-aller.

En effet, les technologies numériques peuvent considérablement faciliter l'accès à l'enseignement supérieur et, in fine, améliorer l'acquisition de compétences et l'employabilité des jeunes et des femmes (voir chapitre 2). Parallèlement, les technologies numériques créent de nouvelles opportunités d'emploi, notamment via des projets entrepreneuriaux qui s'appuient sur les outils numériques. Par exemple, la poursuite du développement d'outils de paiement en ligne et de commerce électronique peut faciliter le commerce transfrontalier et éventuellement permettre aux jeunes entrepreneurs et aux femmes entrepreneurs de la région d'atteindre des marchés éloignés malgré les nombreuses contraintes (par exemple, les ressources financières limitées, les attitudes sociales, la localisation en milieu rural ou zones isolées) que ces entrepreneurs pourraient rencontrer.

De plus, grâce aux technologies numériques, il est possible de créer des entreprises moins gourmandes en capital et en main-d'œuvre que les entreprises traditionnelles, nécessitant moins d'espace pour les bureaux et la production. Dans les pays de la région MENA, le fait de pouvoir se passer du besoin de biens immobiliers coûteux pourrait faire la différence pour les jeunes entrepreneurs et les femmes entrepreneurs pour qui l'accès au financement peut être difficile et où les femmes rencontrent des difficultés pour louer et posséder des biens. Enfin, la possibilité offerte par les technologies numériques de gérer des projets entrepreneuriaux à domicile offre un compromis entre le travail rémunéré et les responsabilités familiales qui jouent un rôle central dans la participation des femmes au marché du travail de la région.

Dans la région MENA, la part des femmes dans les emplois professionnels et techniques devrait doubler d'ici 2030 grâce à la numérisation, aux plateformes en ligne et à l'entrepreneuriat (McKinsey & Company, 2020<sup>[34]</sup>). Cependant, améliorer les compétences numériques des femmes et leur accès à la technologie est une étape nécessaire mais insuffisante. Bien qu'elles représentent entre 34 % et 57 % des diplômés en sciences, technologie, ingénierie et mathématiques (STEM) et qu'elles surpassent les garçons en matière de compétences numériques, peu de femmes de la région MENA poursuivent leur carrière dans les professions STEM ou l'entrepreneuriat (OCDE WEEF, 2021<sup>[35]</sup>). Même les femmes les plus performantes en mathématiques et en sciences ne sont pas friandes de carrières dans les domaines STEM.

- Au Liban, par exemple, parmi les élèves ayant des scores élevés en mathématiques ou en sciences, plus de 46 % des garçons ont déclaré vouloir être employés dans les professions scientifiques et d'ingénierie à l'avenir, contre seulement 26 % des filles (OCDE, 2021<sup>[36]</sup>).

Une étude de l'ONUDI menée sur 1 400 femmes entrepreneurs dans le secteur manufacturier de la région MENA a révélé que peu d'entre elles tirent parti des nouvelles opportunités offertes par les technologies numériques. Environ un quart des répondants déclarent utiliser les technologies numériques à un certain stade des processus de conception, de fabrication et de vente de leurs entreprises. L'usage des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) est majoritairement limité à la sphère commerciale et à l'utilisation des réseaux sociaux dans le prolongement de l'usage privé. De plus, l'enquête a révélé une connaissance limitée des concepts liés à l'Industrie 4.0.

Les problèmes structurels liés au sexe (notamment l'accès limité au financement, aux réseaux et à l'information ; le manque de mentorat et de modèles de référence, les normes sociales et les stéréotypes liés au sexe), combinés à un fossé numérique entre hommes et femmes, menacent d'exclure les femmes de la quatrième révolution industrielle. Ces dernières années, les femmes étaient encore 20 % moins susceptibles que les hommes d'avoir une position de leadership dans l'industrie de la communication

mobile. Les données de l'Union des associations de TIC arabes suggèrent que, si les femmes de la région MENA représentent jusqu'à 30 % de la population active dans le secteur des TIC, elles ne détiennent que 9 % des postes de gestion élevée (OCDE WEEF, 2021<sup>[35]</sup>). Une meilleure égalité de représentation entre les hommes et les femmes est importante pour assurer la sensibilité aux questions de genre dans la conception de produits et services et dans les réponses aux besoins des utilisateurs.

### **Considérations politiques**

Comme mentionné ci-dessus, l'analyse de la manière dont les mesures fiscales et monétaires générales peuvent affecter les jeunes entrepreneurs et les entreprises appartenant à des femmes aidera à identifier les lacunes involontaires, afin de concevoir des stratégies de relance économique plus sensibles à moyen et long terme (OCDE, 2020<sup>[37]</sup>). La conception et la mise en œuvre de plans de relance post-COVID-19 pourraient capitaliser sur les expériences positives reflétées dans l'émergence de nouvelles microentreprises dirigées par des femmes. Cela s'est vu par exemple au Liban, où de nouvelles entreprises sont apparues dans l'*économie sociale et solidaire* (par exemple, des services de cuisine et de distribution), principalement créées par des femmes qui avaient perdu leur emploi en raison de la crise financière au Liban avant la pandémie de COVID-19 (OCDE, 2020<sup>[3]</sup>).

Ce rapport identifie une série de caractéristiques pour les initiatives politiques sensibles à la jeunesse et à l'égalité hommes-femmes :

- *Promouvoir un écosystème numérique pour ouvrir de nouvelles opportunités d'éducation et d'emploi pour les jeunes et les femmes.* Ceci est conforme à l'Initiative méditerranéenne pour l'emploi de l'UpM (Med4Jobs) (UpM, 2019<sup>[38]</sup>) qui vise à accroître l'employabilité des jeunes et des femmes, à combler l'écart entre l'offre et la demande de main-d'œuvre et à favoriser une culture de l'entrepreneuriat et le développement du secteur privé. L'autonomisation des jeunes et des femmes devrait être la pierre angulaire des efforts de relance pour exploiter pleinement la contribution des jeunes et des générations futures à la construction d'une croissance durable – un modèle de croissance économique où les emplois décentés et les opportunités de carrière sont la norme sur le marché du travail.
- *Améliorer l'accès au financement.* Cela peut inclure des flux de financement dédiés ou des parts dédiées des programmes de prêt. L'accès aux marchés publics est également possible sur la base de critères bien définis, tels que des préférences de prix sur les marchés de seuil.
- *Accroître les conseils aux entreprises et les conseils aux jeunes et aux femmes entrepreneurs.* Cela peut inclure des conseils sur la façon de stabiliser les entreprises en difficulté et d'aider les nouveaux entrepreneurs à développer leur entreprise. Favoriser la résilience des entreprises existantes en plus de la création semble particulièrement pertinent dans un contexte de crise. Il est tout aussi important de faciliter le développement d'un vivier de femmes entrepreneurs en tant que conseillères et mentors, et d'encourager une augmentation de la représentation des femmes parmi les investisseurs providentiels et les gestionnaires de fonds de capital-risque.
- *Contribuer au maintien de réseaux d'entrepreneurs ouverts aux jeunes et aux femmes.* Le réseautage peut être efficace pour l'écosystème entrepreneurial, en facilitant l'accès aux marchés, aux financements, aux connaissances et aux fournisseurs. Dans le contexte du COVID-19, les événements en face à face ont été annulés et les organisations de réseautage peuvent avoir besoin d'un soutien financier et technique pour survivre et également créer des activités en ligne.

## Références

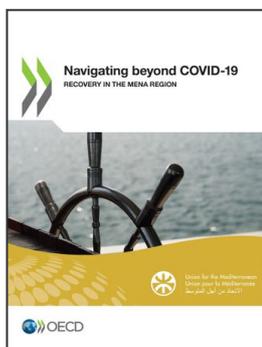
- Banque mondiale (2021), *MENA Crisis Tracker - 27 September 2021*, [2]  
<https://documents1.worldbank.org/curated/en/280131589922657376/pdf/MENA-Crisis-Tracker-September-27-2021.pdf>.
- Banque mondiale (2021), « MENA Has a Food Security Problem, But There Are Ways to Address It », [21]  
<https://www.worldbank.org/en/news/opinion/2021/09/24/mena-has-a-food-security-problem-but-there-are-ways-to-address-it>.
- Banque mondiale (2021), *Overconfident: How Economic and Health Fault Lines Left the Middle East and North Africa Ill-Prepared to Face COVID-19*, [4]  
<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/36318/9781464817984.pdf>.
- Banque mondiale (2020), *Mitigating the Impact of COVID-19 and Strengthening Health Systems in the Middle East and North Africa*, [7]  
<https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/34238?show=full&locale-attribute=es>.
- de Walque, D. (2020), *How Two Tests Can Help Contain COVID-19 and Revive the Economy*, [23]  
<https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/33583>.
- ESCWA (2020), *The impact of COVID-19 on Gender Equality in the Arab Region*, [32]  
<https://www2.unwomen.org/-/media/field%20office%20arab%20states/attachments/publications/2020/04/impact%20of%20covid%20on%20gender%20equality%20-%20policy%20brief.pdf?la=en&vs=4414>.
- ESCWA (2019), *Social Protection Reforms in Arab Countries*, [26]  
[https://www.un.org/unispal/wp-content/uploads/2019/10/E.ESCWA\\_ADD\\_2019.1.pdf](https://www.un.org/unispal/wp-content/uploads/2019/10/E.ESCWA_ADD_2019.1.pdf).
- FAO (2021), « CFS 2021/49/10 - CFS Voluntary Guidelines on Gender Equality and Women's and Girls' Empowerment in the Context of Food Security and Nutrition – Draft Conclusions », [22]  
<https://www.fao.org/publications/card/en/c/NG687EN/>.
- FAO (2021), *Enhancing resilience of food systems in the Arab States ; Near East and North Africa Regional Overview of Food Security and Nutrition 2020*, [20]  
<https://www.unicef.org/mena/media/12021/file/Near%20East%20and%20North%20Africa%20Regional%20Overview%20of%20Food%20Security%20and%20Nutrition%202020.pdf.pdf>.
- FAO (2020), *Gendered impacts of COVID-19 and equitable policy responses in agriculture, food security and nutrition*, [19]  
<http://www.fao.org/documents/card/en/c/ca9198en>.
- FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO (2021), *The State of Food Security and Nutrition in the World 2021*, FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO, [18]  
<https://doi.org/10.4060/cb4474en>.
- FMI (2021), *Policy Response to COVID-19 - Policy Tracker*, [12]  
<https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19>.
- Gatti, R. et al. (2021), *MENA ECONOMIC UPDATE APRIL 2021: How Institutions Shape the Tradeoff between Short-Term Needs and Long-Term Costs of Public Debt in Middle East and North Africa*, The World Bank, [29]  
<https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1699-4>.
- GIZ (2019), *Building an integrated and digital social protection information system*, [25]  
<https://www.giz.de/en/downloads/giz2019-en-integrated-digital-social-protection-information-system.pdf>.

- Mahapatra, B. (dir. pub.) (2021), « Impact of COVID-19 on mental health and quality of life: Is there any effect? A cross-sectional study of the MENA region », *PLOS ONE*, vol. 16/3, p. e0249107, <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0249107>. [11]
- McKinsey & Company (2020), *Women at work: Job opportunities in the Middle East set to double with the Fourth Industrial Revolution*, <https://www.mckinsey.com/~media/mckinsey/featured%20insights/middle%20east%20and%20africa/women%20at%20work%20in%20the%20middle%20east/women-at-work-in-the-middle-east.pdf>. [34]
- Middle East Institute (2019), *Freshwater Resources in the MENA Region: Risks and Opportunities*, <https://www.mei.edu/publications/freshwater-resources-mena-region-risks-and-opportunities#:~:text=In%202018%2c%20the%20region%20had%2c1.7%20percent%20as%20of%202017.&text=The%20region%27s%20population%20is%20projected%2cand%20731%20million%20by%202050>. [30]
- Ministry of Culture (2021), *House of Advisors Approves Framework Bill on Social Protection*, <https://www.maroc.ma/en/news/house-advisors-approves-framework-bill-social-protection>. [27]
- Ministry of International Cooperation (2020), *COVID-19 Response & Rebuild*, <https://drive.google.com/file/d/1a2IaAE6Jw38WwgaNSfoguhtv29qYUaon/view>. [15]
- OCDE (2021), *A New Benchmark for Mental Health Systems: Tackling the Social and Economic Costs of Mental Ill-Health*, OECD Health Policy Studies, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/4ed890f6-en>. [10]
- OCDE (2021), *Health at a Glance 2021: OECD Indicators*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/ae3016b9-en>. [5]
- OCDE (2021), *OECD Policy Responses to Coronavirus (COVID-19) : Tackling the mental health impact of the COVID-19 crisis: An integrated, whole-of-society response*, <https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/tackling-the-mental-health-impact-of-the-covid-19-crisis-an-integrated-whole-of-society-response-0cca0b/>. [9]
- OCDE (2021), *Social resilience: moving away from informality to formal*, <https://www.oecd.org/mena/competitiveness/issue-paper-session-4.pdf>. [31]
- OCDE (2021), *Women's Economic Empowerment Forum (WEEF) - Gender-sensitive education and skills development policies in the MENA*, <https://www.oecd.org/mena/competitiveness/WEEF-Webinar-Conclusions-5-July-2021-Digital-skills.pdf>. [36]
- OCDE (2020), *OECD Policy Responses to Coronavirus (COVID-19) : COVID-19 crisis in MENA countries*, <https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/covid-19-crisis-response-in-mena-countries-4b366396/>. [6]
- OCDE (2020), *OECD Policy Responses to Coronavirus (COVID-19) : COVID-19 crisis in the MENA region: impact on gender equality and policy responses*, <https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/covid-19-crisis-in-the-mena-region-impact-on-gender-equality-and-policy-responses-ee4cd4f4/>. [3]
- OCDE (2020), *The COVID-19 crisis in Morocco*, <https://www.oecd.org/mena/competitiveness/The-Covid-19-Crisis-in-Morocco.pdf>. [16]

- OCDE (2020), *Women enterprise policy and COVID-19: Towards a gender - sensitive response*, [37]  
[https://www.oecd.org/cfe/leed/OECD\\_Webinar\\_Women\\_Entrepreneurship\\_Policy\\_and\\_COVID-19\\_Summary.pdf](https://www.oecd.org/cfe/leed/OECD_Webinar_Women_Entrepreneurship_Policy_and_COVID-19_Summary.pdf).
- OCDE WEEF (2021), *Gender-sensitive education and skills development policies in the MENA region*, [35]  
<https://www.oecd.org/mena/competitiveness/Agenda.pdf>.
- ODI (2020), *Social protection and the future work : A gender analysis*, [28]  
[https://cdn.odi.org/media/documents/Social\\_protection\\_and\\_the\\_future\\_of\\_work\\_a\\_gender\\_analysis.pdf](https://cdn.odi.org/media/documents/Social_protection_and_the_future_of_work_a_gender_analysis.pdf).
- OIT (2020), *Incidence of part-time employment by sex*, [33]  
[https://www.ilo.org/shinyapps/bulkexplorer54/?lang=en&segment=indicator&id=EMP\\_PTER\\_SEX\\_RT\\_A](https://www.ilo.org/shinyapps/bulkexplorer54/?lang=en&segment=indicator&id=EMP_PTER_SEX_RT_A).
- ONU (2020), *Social protection responses to the COVID-19 crisis in the MENA/Arab States region*, [1]  
[https://socialprotection.org/sites/default/files/publications\\_files/MENA%20COVID19%20brief%20-%20FINAL\\_v4.pdf](https://socialprotection.org/sites/default/files/publications_files/MENA%20COVID19%20brief%20-%20FINAL_v4.pdf).
- SPACE (2021), *Inclusive Information Systems for Social Protection: Intentionally Integrating Gender and Disability*, [24]  
[https://socialprotection.org/sites/default/files/publications\\_files/SPACE\\_Inclusive%20Information%20Systems%20for%20Social%20Protection\\_Intentionally%20Integrating%20Gender%20and%20Disability.pdf](https://socialprotection.org/sites/default/files/publications_files/SPACE_Inclusive%20Information%20Systems%20for%20Social%20Protection_Intentionally%20Integrating%20Gender%20and%20Disability.pdf).
- UN Women (2022), *Women and Girls Left Behind : Glaring Gaps in Pandemic Responses*, [14]  
<https://data.unwomen.org/sites/default/files/documents/Publications/glaring-gaps-response-RGA.pdf>.
- UN Women and UNDP (2021), *COVID-19 Global Gender Response Tracker*, [13]  
<https://data.undp.org/gendertracker/>.
- UNICEF (2021), *Middle East and North Africa Region COVID-19 Situation Report No.13*, [8]  
[https://www.unicef.org/mena/media/10841/file/UNICEF%20MENARO%20COVID-19%20Situation%20Report%20No.13%20-%20End%20of%20Year%202020\\_0.pdf%20.pdf](https://www.unicef.org/mena/media/10841/file/UNICEF%20MENARO%20COVID-19%20Situation%20Report%20No.13%20-%20End%20of%20Year%202020_0.pdf%20.pdf).
- UNICEF, WFP (2021), *Near East and North Africa Regional Overview of Food Security and Nutrition*, [17]  
<https://www.unicef.org/mena/reports/enhancing-resilience-food-systems-arab-states>.
- UpM (2019), *Med4Jobs: Creating Job Opportunities Promoting Inclusive Growth*, [38]  
[https://ufmsecretariat.org/wp-content/uploads/2017/12/LeafletMed4Jobs\\_2019\\_WEB.pdf](https://ufmsecretariat.org/wp-content/uploads/2017/12/LeafletMed4Jobs_2019_WEB.pdf).

## Notes

<sup>1</sup> Dans ce chapitre, la région MENA ou les pays MENA font référence au groupe de pays membres de l'Union pour la Méditerranée, chaque fois que des données sont disponibles. Ces pays sont : l'Algérie, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, la Mauritanie, le Maroc, l'Autorité palestinienne et la Tunisie. Lorsque le terme « grande région MENA » est utilisé, il fait référence au groupe de pays MENA faisant partie de l'UpM ainsi que les pays non-membres de l'UpM.



Extrait de :  
**Navigating beyond COVID-19**  
Recovery in the MENA Region

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/48300c64-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2022), « Affaires sociales », dans *Navigating beyond COVID-19 : Recovery in the MENA Region*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/f2727944-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :  
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.